

22 Mars : la grève de tous les possibles

Emmanuel Macron l'a affirmé haut et fort : « *Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois* ». Il compte faire vite, par ordonnances, passant allègrement par-dessus le débat démocratique.

... Sauf si les salariés se mobilisent suffisamment pour le faire mentir.

Or, pour la première fois depuis bien longtemps, non seulement les mobilisations s'annoncent fortes et unitaires dans certains secteurs – comme la SNCF et la Fonction Publique – mais ces différents secteurs ont décidé d'unir leurs forces, de faire converger leurs luttes : le 22 mars, le cortège de la Fonction Publique rejoindra celui des cheminots, pilotes, salarié.e.s de la RATP, des Industries Electriques et Gazières, etc.

Sous des formes différentes, nous sommes tou.te.s victimes d'une même idéologie : affaiblir les services publics, leur couper les moyens, privatiser toutes les parties rentables, remplacer les missions de service public par des objectifs financiers. Et sur le volet social, attaquer les statuts, et en particulier la garantie d'emploi, les régimes particuliers de retraite, les grilles de salaire, individualiser, précariser, bloquer les salaires.

Des cheminots attaqués comme jamais, mais prêts à se défendre

Le rapport Spinetta, sur lequel compte se baser le Gouvernement, pousse très loin la doxa libérale : il propose de s'attaquer à la fois au statut de la SNCF, au statut des salarié.e.s, aux missions de service public, avec la fermeture envisagée de nombreuses lignes de train et gares pour les remplacer par des cars. Toute notion de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire disparaît pour laisser place à la recherche du profit. Et encore ! Les exemples de privatisation montrent que le profit n'est jamais pour l'utilisateur mais pour certains « copains » : distribution de l'eau, autoroutes, électricité, mais aussi le Rail Anglais qui a conduit, comme le rapportait [un article de la Tribune de 2017](#), pourtant peu suspecte d'antilibéralisme primaire, aux conséquences suivantes : « *Hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés et réduction du personnels conduisent près de deux Britanniques sur trois à souhaiter une renationalisation complète* ».

Toutes les fédérations de la SNCF appellent à la grève (CGT, CFDT, SUD, UNSA). Et l'Histoire récente nous a appris qu'un mouvement suivi dans ce secteur pouvait être victorieux, comme en 1995.

Macron : « *C'est le contribuable qui paye. Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de jours fériés et parfois pas de retraite et dire qu'il ne faut pas changer le statut des cheminots.* » En clair, tirer vers le bas la retraite et les jours fériés des cheminots plutôt que d'améliorer le sort des agriculteurs.

L'emploi à vie, une aberration à notre époque, se plaisent à répéter les défenseurs de la « réforme ». Pourquoi ? Personne ne sait. Le statut ne garantit pas l'emploi à vie mais l'absence de licenciements économiques. Ces fins analystes pensent-ils que la SNCF sera amenée à faire des plans sociaux, dans un secteur qui devrait pourtant être appelé à se développer, notamment pour des raisons d'urgence écologique ?

Et c'est cette garantie de l'emploi, et le statut dans son ensemble, qui a permis de former des salarié.e.s qui ont contribué à des succès technologiques, dévoué.e.s à leur entreprise, fier.e.s d'être cheminots. Mais cela serait, paraît-il, dépassé. Chacun devrait changer de poste et d'entreprise régulièrement pour être plus « performant » ...

Dans la Fonction Publique aussi, la coupe est pleine

Un point d'indice bloqué année après année, entraînant une perte de pouvoir d'achat, beaucoup de bas salaires, des effectifs sans cesse réduits alors que les besoins ne cessent de croître, empêchant les salarié.e.s de travailler dans de bonnes conditions et de remplir de manière satisfaisante leurs missions de service public. Résultat : un mal-être dans la Santé, dans l'Education, dans la plupart des ministères. Et des usagers qui font eux aussi les frais d'un service qui se dégrade.

A la clé, toujours les mêmes réponses : privatiser, rémunérer « au mérite », isoler et renvoyer chacun à ses propres objectifs individuels, tenter d'étouffer l'esprit même de service public.

Ce sont également tous les syndicats, soit 7 fédérations, qui appellent à la grève le 22 mars dans la Fonction Publique.

Et ailleurs :

Chez les pilotes (Air France et Hop), à la RATP ... Mais aussi dans les IEG.

Le service public de l'électricité continue à être attaqué : une bataille a (re)commencé sur la mise en concurrence des concessions hydrauliques. Mardi dernier (13 février), l'intersyndicale EDF (CGT, CFDT, FO, CGC et SUD) a appelé à un rassemblement devant le Parlement européen. Des représentants des 5 fédérations ont été reçus par des parlementaires de gauche (France Insoumise, PCF, socialistes), pour exposer les dangers d'un tel bradage au privé d'une ressource essentielle à la gestion de l'électricité, mais pas seulement. C'est une première étape, le combat doit continuer.

En parallèle, nous voyons notre statut attaqué de toutes parts : d'abord les droits familiaux, le jour de carence (même s'il n'est pas encore appliqué). Mais le Gouvernement ne fait pas mystère de vouloir le réformer « en profondeur », comme à la SNCF : notre régime de retraites risque d'être prochainement fortement remis en cause, puis certainement, dans la foulée, la garantie d'emploi.

A la SNCF, le rapport Spinetta prévoit que les nouveaux arrivants ne seraient plus au statut et que, lors du passage à la concurrence, les salarié.e.s seraient obligatoirement **transférés chez les nouveaux exploitants** et perdraient donc automatiquement leur statut. Nul doute que les projets gouvernementaux sont similaires concernant EDF. La même méthode a d'ailleurs déjà été utilisée chez nous lors de la quasi suppression des services actifs comptabilisant la pénibilité de chaque carrière, et possède la diabolique propriété de compliquer la lutte puisque personne n'est touché dans l'instant...

À EDF, l'ensemble du développement des énergies du futur, essentiel à la réussite de la transition énergétique, se fait dans des filiales hors statut. Ainsi, l'éolien, le solaire photovoltaïque et la petite hydraulique, pour la production, l'ingénierie comme pour la recherche (et le Plan Solaire Groupe lancé par Bernard Lévy qui prévoit de développer 30 GW d'ici 2035 ne fait pas exception), se développent tous dans des filiales hors statut, transformant la belle idée de transition énergétique en une plus discutable transition sociale. La multiplication de ces filiales, avec une « réflexion sur les possibilités de muter d'une entreprise à statut à une entreprise sans statut »¹, ouvre déjà une porte.

Les rumeurs de scission de l'entreprise en deux, conservant les domaines amenés à devenir déficitaires dans le giron du service public et livrant au privé les activités juteuses financièrement, sont une autre menace à court terme.

Pourtant, tout cela n'est pas une fatalité.

Le 22 mars, nous devons prendre toute notre place au côté des salariés des autres secteurs pour défendre les services publics dans leur ensemble, et le service public de l'électricité en particulier.

L'issue de cette mobilisation aura des conséquences importantes sur notre avenir !

Sud-Énergie, 15 mars 2018
sudenergie.org

¹ Cf. déclarations de Christophe Carval, DRH du groupe EDF, dans [Vivre EDF l'hebdo](#) : « Il faut libérer les mobilités [] entre entreprises au statut ou hors statut des IEG. »